

# FRONTEX : LE SPECTRE DES DISPARU.E.S

## Nihilisme politique aux frontières

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Genève, [site desexil.com](http://site.desexil.com)

### RÉSUMÉ – ABSTRACT.

Les disparu.e.s, le *faire disparaître* d'Argentine, d'ailleurs et de l'Union européenne, par l'effet en particulier de Frontex, sont un fait. Ils en appellent à la fin de l'apartheid, des expulsions, de l'acosmie, du capitalisme. Horizon : vertige démocratique et insurrection imaginaire (partie 7). L'histoire est lourde, mais il est interdit de piétiner nos rêves écrit le poète Kenneth White, nous qui sommes des cosmologues du desexil de l'exil, d'une philosophie de la liberté de nous mouvoir dans l'histoire du monde<sup>1</sup>.

Les mères et grands-mères de la Plaza de Mayo ont inventé le mot : *desaparecidos*. Il revient. En Palestine, au Mexique, en Russie, en Iran ailleurs dans le monde. L'agence Frontex de l'UE, évaluée (faits, droit, responsabilités) peut être accusée de complicité à des crimes contre l'humanité pour faits de torture et collaboration à des disparitions forcées (partie 1). L'agence Frontex contrôle, expulse, protège (mandat paradoxal) les frontières fluctuantes de l'UE, sous le mandat des pays membres de l'UE, sous le contrôle de la Commission européenne. Ses activités s'insèrent dans les politiques migratoires, les guerres aux frontières (partie 3). À l'égard de Frontex l'accusation de collaboration à des crimes contre l'humanité que représentent chaque année des milliers de morts, et disparu.e.s de personnes exilées est avancée par Claude Calame.

L'évidence matérielle de la violence des disparitions forcées de la dictature argentine étendue ailleurs, se retrouve dans la politique de Frontex. Elle m'a ébranlée, fait fouiller la tradition philosophique. Qu'est-ce que j'avais devant les yeux que je résistais à voir ? Comment le nommer ? Un déplacement transcontinental entre des luttes convergentes en Europe (référendum Frontex en Suisse) et en Amérique du Sud (luttes des Mères d'Argentine), et ailleurs, a permis d'avancer.

La mise en relation de l'extrême violence aux frontières avec les disparu.e.s d'Amérique latine m'a amenée à identifier **le nihilisme politique et philosophique d'aujourd'hui** à l'œuvre dans la négation de politiques migratoires, du droit du travail, du droit d'asile, des droits sociaux. Le thème philosophique et politique du **rien**, du **non-être**, du **néant** a une longue histoire, et aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, avec l'internationalisation du capital, celle du travail, le pillage des ressources, le tournant colonial impérialiste qui a abouti à des révolutions, à des régimes « totalitaires » (guerre d'Espagne, nazisme, fascisme, stalinisme) et à la guerre « totale » (partie 3), avec des millions de disparu.e.s sur les chemins de fuite des esclaves, les soldats des tranchées, des colonisés. Les politiques migratoires et la politique de Frontex s'inscrivent dans cette histoire.

Face à la violence impériale coloniale en boomerang exportée, revenant en retour dans les pays impérialistes (Luxemburg) au nihilisme politique (partie 5), que peuvent les mots, la pensée (partie 2) ? Sauf à être engloutis dans le néant, il n'y a pas de nihilisme sans antinihilisme (partie 6), sans luttes, sans refus du consentement, sans révolte, nous dit Camus, sans insurrection imaginaire, nous dit Castoriadis. Il y a, « le droit d'avoir des droits », des oasis dans les déserts pour résister, nous dit Hannah Arendt.

Les praxis antinihilistes aux frontières du vertige démocratique, d'insurrection imaginaire (partie 6) sont exemplaires. Elles sont fondamentales pour **élargir l'hospitalité politique au droit de ne pas disparaître, de fuir, de respirer physiquement et politiquement**, et refonder l'hospitalité politique globale (humains, nature) ce que montrent des luttes courageuses, inventives concernant la migration et d'autres luttes (climat, femmes, paix, etc.). Ces luttes inscrivent dans les constitutions des États et le débat sur la nouvelle Constitution en Europe, une politique migratoire positive basée sur la liberté politique de se mouvoir, les droits.

L'exemple de la Suisse est intéressant. Grâce au référendum et au droit d'initiative, des luttes comme celle pour le refus de continuer à financer Frontex, ou celles contre les expulsions forcées (Dublin) ont pu se développer. Par ailleurs, l'objection de conscience inscrite dans la Constitution suisse, grâce aux luttes du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), est devenue un droit constitutionnel. Une idée à creuser, traduire, des luttes à mener pour que l'hospitalité politique **élargie** (droit de ne pas disparaître, de fuir, de respirer) et **refondée**, devienne un droit inscrit par les luttes instituant/constituant. S'y ajoute le droit effectif à la **liberté politique de se mouvoir**, de vivre, de travailler, de connaître, de mourir, de disposer du culte des morts, de la mémoire où que l'on se trouve, repoussé par la violence politique, on a le « droit de rester » (titre d'un mouvement social de résistance, Lausanne).

Genève, état, 31 mai 2023.

---

<sup>1</sup> Voir Caloz-Tschopp Marie-Claire, *La liberté politique de se mouvoir. Desexil et création : philosophie du droit de fuite*, Paris, Kimé, 2019.

